



Les Mondialistes proposent un “choc financier” et des contrôles climatiques pour lancer leur grande réinitialisation

Par [Brandon Smith](#)

Mondialisation.ca, 31 juillet 2023

[alt-market.us](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#), [Environnement](#), [Guerre USA](#)
[OTAN](#)

À la fin du mois de juin, des chefs de gouvernement et des représentants de groupes de réflexion du monde entier se sont réunis à Paris à l’occasion du [Sommet pour un nouveau pacte mondial de financement](#). Parmi les participants figurent le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, la secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, et le président de la Banque mondiale, Ajay Banga.

L’objectif supposé du sommet est de trouver des solutions financières pour lutter contre la pauvreté tout en réduisant les “*émissions qui réchauffent la planète*”. Comme pour tous les événements liés au changement climatique, la discussion à Paris s’est inévitablement orientée vers la centralisation internationale du pouvoir et la formation d’un consortium global pour résoudre les problèmes que, selon eux, les nations souveraines ne peuvent ou ne veulent pas résoudre.

Les banques centrales et les banques internationales sont soudain plus préoccupées par la taxation du carbone et le réchauffement climatique que par la stagflation et l’effondrement de l’économie. Probablement parce que c’était l’objectif depuis le début et que l’effondrement économique fait partie du plan.

Les mondialistes associent désormais la question du changement climatique à la finance internationale et à l’autorité monétaire. En d’autres termes, ils ne cachent plus le fait que l’agenda du changement climatique fait partie de l’agenda de la “*Grande Réinitialisation*”. Ils suggèrent même que la menace du changement climatique soit utilisée comme un tremplin pour donner aux banques globales plus de pouvoir pour dicter la circulation des richesses et pour déconstruire le système existant afin qu’il puisse être remplacé par quelque chose d’autre.

Le président français Emmanuel Macron a déclaré aux délégués du sommet de Paris que “*le monde a besoin d’un choc financier public*” pour lutter contre le réchauffement climatique tout en créant de “*l’équité*” pour les nations moins riches. Il a également affirmé que le système actuel n’était pas adapté pour relever les défis globaux.

Les intervenants de l’événement ont noté que le cadre économique international avait été mis à mal par un certain nombre de crises, notamment la pandémie et la guerre en Ukraine, mais ils se sont concentrés sur “*la spirale du coût des catastrophes météorologiques intensifiées par le réchauffement climatique*” pour expliquer la déstabilisation actuelle des

systèmes financiers.

C'est évidemment absurde, mais cela correspond à la programmation narrative que les mondialistes tentent de mettre en place en liant le déclin économique au changement climatique. En réalité, il n'existe AUCUNE preuve que les phénomènes météorologiques globaux sont plus graves aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a plus de cent ans, avant que les industries productrices de carbone ne soient largement répandues. Il n'existe aucun lien avéré entre les émissions de carbone et un quelconque phénomène météorologique spécifique. Cette affirmation est une fraude. Il n'y a pas de crise climatique [causée par l'homme](#), comme je l'ai souligné et démontré dans des [articles précédents](#).

Mais combien de personnes se laisseront bernier et penseront qu'il y a une crise climatique, et à quelles fins cette peur hystérique peut-elle être exploitée ?

Le Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley (comme de nombreux mondialistes), a plaidé en faveur d'une réorganisation du rôle de la Banque globale et du Fonds monétaire international à l'ère des dangers climatiques. Elle argumente : *"Ce qui nous est demandé aujourd'hui, c'est une transformation absolue et non une réforme de nos institutions..."*

Antonio Guterres, chef de l'ONU, a déclaré que le système financier global, conçu à la fin de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre des accords de Bretton Woods, ne parvenait pas à relever les défis modernes et qu'il *"perpétuait, voire aggravait, les inégalités"*. En d'autres termes, il plaide pour un nouveau Bretton Woods.

"Nous pouvons prendre des mesures dès maintenant et faire un pas de géant vers la justice globale", a-t-il déclaré, ajoutant qu'il avait proposé une relance de 500 milliards de dollars par an pour des investissements dans le développement durable et l'action climatique. Il a également présenté un plan visant à utiliser le panier de droits de tirage spéciaux du FMI comme mécanisme de relance de la liquidité globale.

Il ne faut pas oublier que les mesures de relance financières des banques centrales et les politiques de taux d'intérêt des banquiers globaux sont à l'origine de la crise économique actuelle. Ce n'était pas la crise Covid, ce n'était pas la guerre en Ukraine et ce n'était certainement pas le changement climatique. Ce sont les banques et leur utilisation de la manipulation monétaire qui ont déclenché une inflation élevée depuis 40 ans, ce qui a conduit les banques centrales à augmenter les taux d'intérêt en raison de la faiblesse de l'économie. Cette stratégie a toujours provoqué l'implosion de la dette et des désastres boursiers dans le passé. Les banquiers et les mondialistes sont la source du problème, ils ne devraient pas être chargés de le résoudre.

Pourtant, ils sont là, essayant de prendre le contrôle et d'instituer un vaste plan de réinitialisation pour la calamité qu'ils ont créée. Mais où tout cela nous mène-t-il ?

L'année dernière, les Nations unies ont suggéré que les économies développées et émergentes, comme les États-Unis et la Chine, paient une sorte de taxe sur la richesse et les émissions d'au moins 2,4 milliards de dollars par an dans un fonds pour le développement du changement climatique, et que cette richesse soit redistribuée aux nations les plus pauvres. Redistribuée par qui ? Les mondialistes, bien sûr.

D'autres idées sont sur la table, notamment la taxation des bénéficiaires tirés des combustibles fossiles et des transactions financières pour lever des fonds destinés à lutter contre le

changement climatique. En d'autres termes, ils prévoient de taxer le pétrole et le gaz jusqu'à ce que les prix deviennent si élevés que le grand public ne pourra plus se les offrir.

M. Macron a notamment soutenu l'idée d'une taxe internationale sur les émissions de carbone provenant du transport maritime, censée rendre le fret outre-mer plus cher afin de réduire la demande de produits manufacturés. Cette mesure s'ajoute aux règles strictes en matière d'émissions de carbone déjà appliquées à l'agriculture européenne.

Tout cela ressemble à des plans décoûs visant simplement à gonfler les prix par le biais de différentes formes de taxation et à forcer le public à consommer moins de biens, mais c'est un plan bien plus vaste qui est en jeu ici. Il est important de comprendre que le changement climatique n'est rien d'autre qu'un moyen de mettre en place un système économique global entièrement centralisé, probablement sous le contrôle du FMI, de la BRI, de la Banque mondiale et de l'ONU.

Les versements annuels des pays les plus riches dans les coffres des institutions globales sont un acte d'hommage, une preuve de fidélité. C'est aussi un moyen pour des groupes comme le FMI de créer un système de plus grande interdépendance. Si de vastes sommes d'argent transitent par les institutions mondialistes et que celles-ci deviennent les arbitres de la redistribution de ces richesses, elles peuvent également mettre en place un système de récompenses et de punitions. Elles peuvent punir les pays qui ne suivent pas leurs diktats et accorder des avantages à ceux qui les suivent.

En ce qui concerne le nouveau Bretton Woods, je soupçonne que tout cela culmine avec une crise monétaire que les mondialistes utiliseront comme une occasion d'introduire enfin leur [modèle de CBDC](#) (Central Bank Digital Currency). Une fois les CBDC mises en place, leur capacité à dominer la population sera totale. Un système sans argent liquide, sans confidentialité dans les transactions et avec la possibilité de réduire à volonté le pouvoir d'achat des individus et des groupes ? C'est le scénario rêvé des totalitaires.

Ce n'est pas une erreur si le public est constamment bombardé de propagande sur le réchauffement climatique ces jours-ci – les pouvoirs en place ont besoin d'une crise existentielle comme générateur de peur. Lorsque les gens ont peur, ils ne réfléchissent pas rationnellement et se tournent souvent vers les pires dirigeants possibles pour les soulager. Et une menace globale exige une réponse globale, n'est-ce pas ?

Les récits de catastrophes liées au changement climatique (si le public adhère à la propagande) permettront un large éventail de changements systémiques qui n'ont rien à voir avec l'environnement et tout à voir avec la domination financière.

L'imposition et la redistribution des richesses nationales. L'imposition du FMI et de la Banque mondiale en tant que médiateurs pour les fonds globaux. L'utilisation du panier de DTS du FMI comme monnaie globale de facto. L'introduction des CBDC et d'une société sans numéraire. Aucune de ces mesures n'aurait d'incidence sur le changement climatique, même s'il s'agissait d'une menace légitime.

Mais qu'en est-il du modèle de la terre brûlée ? Si le but ultime est de détruire l'économie au point que la plupart des industries meurent, que le commerce se rétracte et que la population s'effondre parce que la survie devient intenable, alors on pourrait dire que les mondialistes "*sauvent la planète*" en se débarrassant des gens. Je suppose que si vous pensez que le fait de maintenir la population dans un état de tiers-monde perpétuel nous

sauvera du réchauffement climatique, alors vous pourriez soutenir un tel programme.

Que l'objectif soit simplement la micro-gestion économique ou la liquidation forcée de la production, le résultat serait plus de pouvoir pour les mondialistes et moins de liberté et de prospérité pour tous les autres.

Ils peuvent tourner cela comme ils veulent, mais lorsque les élites appellent à un "choc financier", elles appellent en réalité à un étranglement dramatique du système afin qu'il ne puisse plus maintenir la population existante. Lorsqu'elles réclament une taxation et un tribut à l'échelle globale au nom de l'"égalité", elles n'essaient pas de rendre tout le monde également riche, elles veulent que tout le monde soit également pauvre. Et lorsqu'ils réclament une surveillance centralisée des nations au nom de la sauvegarde de la planète, ce qu'ils veulent vraiment, c'est une gouvernance globale.

Brandon Smith

Article original en anglais : [Globalists Suggest 'Finance Shock' And Climate Controls To Launch Their Great Reset](#), Alt-Market, le 14 juillet 2023.

L'article en anglais a été publié initialement sur le site [Birch Gold Group](#)

Traduit par Hervé pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [alt-market.us](#)

Copyright © [Brandon Smith](#), [alt-market.us](#), 2023

Articles Par : **[Brandon Smith](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca